

Pôle ressources  
Direction des ressources humaines  
Service : Carrière et paie

Dossier suivi par : Marylène CHAMPY  
Tél : 03 80 44 35 21  
marylene.champy@bourgognefranchecomte.fr

**Note d'information**  
**A l'attention des responsables d'établissement et des gestionnaires**

Sous-couvert de : Céline GRANIER – Directrice des ressources humaines

Date : 1<sup>er</sup> mars 2018

Objet : Note relative aux indemnités pour travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants

**Références :**

- Décret N°67-624 du 23 juillet 1967 modifié
- Arrêté du 11 août 1975 précisant les modalités d'attribution des indemnités pour travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants
- Arrêtés du 30 août 2001 fixant les taux de base des indemnités pour travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants

La présente note de service a pour objet de fixer les modalités de recueil de proposition de l'indemnité pour travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants.

**I – CONDITIONS D'OCTROI**

Ces indemnités spécifiques peuvent être allouées aux agents intervenant dans les établissements d'enseignement lorsqu'ils sont chargés d'effectuer des travaux pour l'exécution desquels des risques ou des inconvénients subsistent malgré les précautions prises et les mesures de protection adoptées.

Elles sont attribuées par demi-journée de travail effectif et sont classées en trois catégories en fonction de la nature des risques encourus :

Catégorie 1 : Travaux présentant des risques d'accident corporel ou de lésions organiques	
Taux A	<ul style="list-style-type: none"><li>– Nettoyage ou réfection d'égouts dont les dimensions permettent la station debout</li><li>– Utilisation de brise-béton ou de marteau perforateur</li><li>– Manipulation et travaux sur installations électriques ou en zones de haute et basse tension ou de courants intenses</li></ul>

Taux B	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Travaux sur toitures ou marquises</li> <li>- Travaux en façade d'immeubles effectués à une hauteur supérieure à 6 mètres</li> <li>- Travaux sur plates-formes suspendues ou échelles appuyées à des câbles porteurs</li> <li>- Travaux sur poteaux et pylônes effectués à une hauteur supérieure à 6 mètres</li> <li>- Travaux d'élagage d'arbres effectués à une hauteur supérieure à 6 mètres</li> <li>- Utilisation de scies à ruban, toupies raboteuses et dégauchisseuses</li> <li>- Emploi de produits toxiques pour le traitement antiparasitaire des végétaux</li> <li>- Peinture ou vernissage au pistolet</li> <li>- Utilisation de solvants tels que tétrachlorure de carbone et trichloréthylène</li> <li>- Soudure à l'arc</li> <li>- Utilisation en local clos de produits tels que le chlore ou l'ammoniaque</li> <li>- Travaux d'affûtage</li> <li>- Travaux en permanence en sous-sol</li> <li>- Utilisation de tours et perceuses</li> </ul>
<b>Catégorie 2 : Travaux présentant des risques d'intoxication ou de contamination</b>	
Taux A	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Travaux de désinfection des crachoirs et de manipulation de litige souillé, travaux d'hygiène et d'assainissement des locaux contaminés, collecte et élimination des immondices (sauf aux agents de désinfection)</li> <li>- Alimentation et surveillance de plus de cinq chaudières ou calorifères (à l'exception des travaux effectués par les chauffeurs de haute et de basse pression)</li> </ul>
Taux B	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Utilisation autre qu'en local clos de produits tels que le chlore ou l'ammoniaque</li> <li>- Préparation et utilisation de solutions à base de sulfate d'alumine, d'alginate de soudé et de produits similaires</li> <li>- Travaux d'imprimerie</li> <li>- Travaux d'entretien et de remise en état de batteries d'accumulateurs</li> <li>- Pulvérisation de lubrifiant de véhicules sous pont-élévateur</li> <li>- Travaux à base de manipulation de produits caustiques, toxiques, inflammables, irritants ou lacrymogènes</li> <li>- Travaux de plomberie</li> <li>- Travaux de peinture</li> </ul>
<b>Catégorie 3</b>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Conduite de machines de reproduction de documents</li> <li>- Graissage et réparation de moteurs de véhicules</li> <li>- Travaux d'archivage et dépoussiérage occasionnels et particulièrement incommodes</li> <li>- Travaux avec des appareils susceptibles de provoquer des accidents par projection, explosion ou brûlures</li> </ul>

## **II – LES CONSEQUENCES SUR LES MISSIONS DES ATTEE**

L'attribution de cette indemnité s'avère ainsi limitée à un nombre de cas très restreint, puisque les missions régulièrement confiées aux agents ne présentent pas les caractéristiques définies dans cette note.

### III – TAUX

Le montant de l'indemnité est calculé par demi-journée par référence à des taux de base. Les taux sont fixés comme suit :

Catégorie 1	
Taux A	1,03 €
Taux B	0,52 €
Catégorie 2	
Taux A	0,31 €
Taux B	0,16 €
Catégorie 3	
	0,08 €

### IV – RENSEIGNEMENT DU TABLEAU DE RECENSEMENT

Se positionner sur la 1<sup>ère</sup> cellule à renseigner (cellule H5, par exemple)

Cliquer sur la flèche du menu déroulant et sélectionner la nature des travaux concernée

Matricule	NOM	PRENOM	Nature des travaux effectués en catégorie 1 taux A	Nb ½ journées effectuées Catégorie 1 - taux A (1,03€)
Matricule	NOM	Prénom		

Sélectionner les travaux dans le menu déroulant (en cliquant sur la flèche)

Renseigner ensuite dans la colonne adjacente le nombre de ½ journées effectuées par l'agent pour ces travaux

Matricule	NOM	PRENOM	Nature des travaux effectués en catégorie 1 taux A	Nb ½ journées effectuées Catégorie 1 - taux A (1,03€)
Matricule	NOM	Prénom	Travaux sur installations électriques, haute basse tension courants intenses	10

#### **IV – COTISATIONS ET IMPOSITIONS**

L'indemnité pour travaux dangereux, insalubres, incommodes et salissants est non soumise à cotisations pour les agents titulaires et stagiaires affiliés à la C.N.R.A.C.L.

Elle est soumise à l'impôt sur le revenu, ainsi qu'à la CSG et à la CRDS.

#### **V – PAIEMENT DES INDEMNITES**

Le paiement des indemnités est effectué semestriellement d'après un relevé d'activités des agents intervenant dans les établissements d'enseignement à transmettre à la direction des ressources humaines.

Pour l'année scolaire 2017-2018, et pour répondre à des contraintes techniques liées à la mise en place du nouveau régime indemnitaire, les périodes de références seront exceptionnellement les suivantes : du 1<sup>er</sup> septembre au [31 décembre 2017](#), puis du [1<sup>er</sup> janvier](#) au 31 août 2018.

Le décret visé en référence ne fixe pas de modulation particulière, cependant il est important de ne prendre en considération que la durée de travail effective des agents. Ce complément de rémunération ne peut être considéré comme une gratification en vue de récompenser la qualité du travail des agents.

La présidente de la Région,

Pour la présidente de la Région,

Anne BERANGER

Le chef du service carrière et paie

